

Les Grecs vont maintenant pouvoir constater que Syriza est un parti-leurre



Les Grecs vont maintenant pouvoir constater que Syriza est un parti-leurre, promu par l'oligarchie pour maintenir la domination euro-atlantiste sur la Grèce.



Comme prévu, annoncé, promu et organisé par l'oligarchie, le parti « Syriza » est arrivé en tête des élections législatives qui se sont tenues en Grèce le 25 janvier 2015. L'affaire a été rondement menée puisque, moins de 20 heures après la fin du scrutin, le dirigeant de Syriza, Alexis Tsipras, a déjà prêté serment comme nouveau Premier ministre grec.

Cette victoire ne peut surprendre que ceux qui n'avaient pas remarqué l'écrasante promotion médiatique – en Grèce et à l'étranger - que tous les grands médias euro-atlantistes ont généreusement accordée, depuis des mois, à cette gauche prétendument « radicale » et « anti-austérité ».

La nomination de M. Tsipras à la tête du gouvernement d'Athènes a de quoi faire pleurer de rire les organisateurs de cette manipulation, qui sont encore parvenus, par le matraquage médiatique, à faire prendre aux électeurs grecs des vessies pour des lanternes.

L'UPR rappelle en effet que le dirigeant de Syriza ne propose absolument pas aux Grecs, ni de sortir de l'UE ni de sortir de l'euro, et ne propose donc aucune issue crédible à la mise en coupe réglée de la Grèce qui découle des contraintes des traités européens et des exigences de la BCE.

M. Tsipras a bien au contraire donné tous les gages nécessaires à l'oligarchie euro-atlantiste pour l'assurer du caractère totalement inoffensif de ses slogans :

- il a par exemple assuré, dans un entretien avec la télévision américaine CNBC du 8 mai 2012 : « Nous ne voulons pas de l'austérité, mais nous voulons de l'Euro et de l'Union Européenne » ; <http://www.solidarite-internationale-pcf.fr/article-le-responsable-de-syriza-alexis-tsipras-rassure-investisseurs-et-marches-financiers-a-la-television-105579552.html>
- il a enfoncé le clou en déclarant au journal allemand Die Zeit, en octobre 2012, que « la fin de l'euro, ce serait la fin de l'idée européenne : nous devons les défendre, peu importe le prix » <http://www.solidarite-internationale-pcf.fr/article-alexis-tsipras-rassure-le-journal-allemand-bourgeois-die-zeit-la-fin-de-l-euro-ce-serait-la-fin-113370252.html>
- il s'est rendu aux États-Unis en janvier 2013 pour y être reçu avec tous les honneurs, le 22 janvier, par la Brookings Institution, dont les principaux financiers sont les Fondations Ford, Mac Arthur et Bill Gates, Bank of America, ExxonMobil, ainsi que les gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni, du Japon, du Qatar. Devant le public ainsi réuni à Washington, le chef de Syriza a conclu sa présentation en lançant « J'espère vous avoir convaincu que je ne suis pas aussi dangereux que certains le pensent ». <http://www.wsws.org/en/articles/2013/01/26/tsip-j26.html>. Selon certaines sources, ce voyage aurait été entièrement pris en charge par le milliardaire George Soros (<http://hellasfrappe.blogspot.fr/2013/02/busted-soros-funded-tsipras-trip-to-us.html>)
- il a profité de ce séjour outre-Atlantique pour aller subir les interrogatoires du FMI et du Département d'État américain, auxquels il a montré patte blanche.
- il a « muselé les anti-euro de Syriza (environ 30 % du parti) et a imposé une ligne officielle pro-euro » : http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/01/25/alexis-tsipras-le-meteore_4563108_3214.html
- etc.

L'UPR constate donc, sans surprise mais avec tristesse, que les Grecs viennent d'être victimes des habituelles manipulations médiatiques que les forces euro-atlantistes imposent à chaque élection, afin de déjouer toute remise en cause réelle de leur dictature.

Dans chaque pays d'Europe, des politiciens combinards et retors sont présentés aux électeurs, par les médias les plus importants tous à l'unisson, comme étant des opposants « radicaux » aux politiques imposées par l'Union européenne, alors qu'il ne s'agit que de banals leurres « alter-européistes », champions du double-discours, chargés de neutraliser la colère des peuples en leur faisant miroiter de fausses solutions.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
De nombreux électeurs grecs viennent ainsi de croire que M. Tsipras allait leur permettre de rester dans l'euro tout en échappant à l'austérité, au chômage et à la pauvreté de masse.

De nombreux électeurs français avaient été dupés de la même façon lorsqu'ils avaient porté au pouvoir :

- Lionel Jospin en 1997 parce qu'il leur avait promis qu'il renégocierait les critères du traité de Maastricht...
- Nicolas Sarkozy en 2007 parce qu'il leur avait promis qu'il allait faire baisser le chômage et la dette publique...
- François Hollande en 2012 parce qu'il leur avait promis de renégocier le TSCG signé par Nicolas Sarkozy et leur avait assuré que « Mon ennemi, c'est la finance »....

C'est pourquoi il ne faut pas s'étonner que les médias et les partis politiques français ont accueilli avec déférence et empressement la victoire de M. Tsipras, décrit comme la nouvelle terreur qui va faire trembler l'Union européenne.

L'UPR note que le Front de Gauche et le FN ont tout spécialement manifesté leur soutien à Syriza (en gardant délibérément le silence sur les partis politiques grecs – qui existent pourtant bel et bien – demandant la sortie unilatérale de la Grèce de l'Union européenne et de l'euro). **Entre leurres français et grecs, on se comprend et on se soutient.**

Quoi qu'il en soit, les mois qui viennent seront l'occasion, pour le peuple grec, de découvrir l'ampleur de l'escroquerie politique dont ils viennent de nouveau d'être les victimes.

Lorsque les flonflons du cirque médiatique se seront éteints, ils se rendront compte que l'élection de M. Tsipras :

- **ne modifie pas le moindre article des traités TUE et TFUE,**
- **n'infléchit pas la moindre décision de la Commission européenne et de la BCE,**
- **ne change pas d'un iota la politique économique et monétaire voulue par les gouvernements de l'Allemagne, de la Finlande, des Pays-Bas et du Luxembourg,**
- **ne remédie en rien à la totale inadéquation de l'économie, du tissu industriel, et du corps social grecs à l'euro,**
- **n'arrête en rien la diplomatie guerrière que Washington impose à l'UE vis-à-vis de la Russie et du reste du monde.**